

Royaume du Maroc
Ministère de l'Énergie,
des Mines et de
l'Environnement



المملكة المغربية
وزارة الطاقة
والمعادن
والبيئة

Direction des Combustibles

Rabat, le

Matrice de réponse sur les propositions et observations relatives au projet de décret n° modifiant et complétant le décret n° 2-72-513 du 3 rabii I(7 avril 1973) pris pour l'application du dahir portant loi n° 1-72-255 du 18 moharrem (22 février 1973) sur l'importation, l'exportation, le raffinage, la reprise en raffinerie et en centre emplisseur, le stockage et la distribution des hydrocarbures

Article	Commentaire	Réponse
<p>ARTICLE 2 : Les demandes d'autorisation de création, de cession, de transfert ou d'extension de raffineries d'hydrocarbures, d'ateliers de traitement et de conditionnement des hydrocarbures raffinés, de centres emplisseurs des gaz de pétrole liquéfiés,, sont adressées, par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposées au bureau d'ordre contre accusé de réception sur support papier et support numérique, et le cas échéant au moyen de dépôt électronique, auprès de l'autorité gouvernementale chargée de l'énergie.</p>	<p>Il nous semble plus pratique de préciser que les dépôts des dossiers par les moyens électroniques s'effectuent contre un accusé de réception électronique avec attribution automatique d'un numéro de référence du dossier de la part de l'Administration compétente, soit communication en retour</p>	<p>L'accusé de réception du dépôt du dossier électronique se produit de façon automatique et instantanée, après finalisation de la saisie demandée par l'application.</p>
<p>ARTICLE 6 : L'autorité gouvernementale chargée de l'énergie statue dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception du dossier complet.</p>	<p>Le délai de traitement des demandes d'agrément est ramené dans le Projet de 6 mois à 2 mois à compter de la date de réception du dossier complet. Certes, cette modification est une amélioration, mais le projet a, tout de même, supprimé la disposition en vigueur : « Le défaut de décision à l'expiration de ce délai équivaut autorisation ». Dans un souci d'harmonisation de ce Projet de modification du décret susvisé avec la Loi n° 55-19 relative à la simplification des formalités et des procédures administratives, nous proposons de maintenir l'expression « Le défaut de décision à l'expiration de ce délai équivaut autorisation » jouter in fine de cet article ce qui suit: pour les sociétés pétrolières.</p>	<p>L'administration est tenue de répondre dans un délai de 2 mois maximum après réception du dossier complet conformément à la loi 55-19. Le défaut de réponse n'équivaut pas à autorisation car les projets déposés ne sont pas tous conforme à la réglementation en vigueur. De plus, la mise en service ne pourra pas avoir lieu sans décision de création comme prévu dans les textes réglementaires en vigueur. D'autant plus que l'administration doit s'assurer que la station ne présente aucun risque sur son entourage.</p>
<p>ARTICLE 11 : Les nouvelles stations-service ou stations de remplissage créées</p>	<p>Les conditions d'octroi d'autorisation pour la création d'une Station-service sont modifiées également. A cet égard, on note ce qui suit :</p>	<p>Ces conditions figurent déjà dans la décision ministérielle n°491 du 18 octobre 1976 fixant les conditions</p>

<p>postérieurement à la publication de la présente réglementation, devront se trouver, sauf dérogation de l'autorité gouvernementale chargée de l'énergie :</p> <p>a) à l'intérieur des zones urbaines, à plus de 500 mètres par voie routière d'une station-service ou station de remplissage déjà existante, dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nouvelles zones d'urbanisation ; - Projet de station-service ou station de remplissage faisant partie d'un projet d'équipement intégré ; - Zone marquant une insuffisance de stations ; - Zone où la station-service ou de remplissage projetée devra présenter toutes les garanties de sécurité requises en ce qui concerne la protection de son voisinage. <p>b) hors des zones urbaines : à plus de 20 kilomètres d'une station-service ou station de remplissage déjà existante de la même marque ou de marque différente appartenant à 100% à la même société mère et à plus de deux kilomètres de la station la plus proche d'un îlot de stations ; ces distances sont comptées suivant les voies de communications routières. Pour une demande de création d'une station-service, est considéré comme îlot de stations, un ensemble de trois stations-</p>	<p>∅ Pour le périmètre urbain : En dépit du maintien du métrage de 500 mètre en ligne droite entre les Stations, le Projet ne retient plus la distanciation en métrage en ligne droite comme seul et unique critère objectif déterminant l'octroi ou non de l'Autorisation de création d'une Station-service. Il est rajouté à ce dernier critère un certain nombre de conditions dont l'appréciation relève d'une part non négligeable de subjectivité, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> § Nouvelles zones d'urbanisme ; § Projet de station-service ou station de remplissage rentrant dans le cadre d'un projet d'investissement intégré ; § Zone qui connaît un nombre insuffisant de stations ; § Zone qui dispose de toutes les garanties de sécurité requises en ce qui concerne la protection de l'entourage de la station-service ou la station de remplissage à créer. Ces derniers critères subjectifs rajoutés dans le projet pourraient plutôt servir de base pour l'octroi de dérogation. <p>∅ Pour le périmètre hors urbain : La distance a été réduite de 30 Km à 20 Km pour la même marque ou d'une autre marque propriété de la même société mère et maintien de 2 km pour la Station-service la plus proche d'un îlot de stations. Le projet de modification applique la même condition de distanciation requise pour la création de nouvelles Stations-service de même marque à deux marques différentes appartenant à la même société mère. Ainsi, deux marques différentes propriété d'une seule société mère sont considérées, dans ce projet, comme une seule marque. Cette dernière assimilation ne repose sur aucun soubassement juridique d'autant plus que la rédaction en elle-même demeure imprécise et sujet à interprétation. « Deux marques appartenant à la même société mère » ne collent pas avec la réalité du secteur. Lorsqu'une société opérant en tant que distributeur agréé est propriétaire (titulaire) de sa propre marque. Juridiquement, ladite marque en tant que droit de</p>	<p>de création des points de vente en milieu urbain qui sont toujours pris en considération depuis 1976. En ce qui concerne les conditions d'éloignement entre 2 marques différentes appartenant à la même société mère. Cette mesure a été proposée pour encourager la libre concurrence dans le secteur de ventes de carburants dans les stations-service. Ceci va aussi limiter les ruptures éventuelles d'approvisionnement dans une région donnée d'où la nécessité de la distinction des marques des points de vente. D'autant plus, les sociétés utilisaient cette possibilité pour contourner les restrictions du chainage.</p>
---	---	---

<p>service au moins, groupées à l'intérieur d'un cercle de cinq cents mètres de rayon. Pour une demande de création d'une station de remplissage, est considéré comme îlot de stations, un ensemble de trois stations-service ou de remplissage au moins, groupées à l'intérieur d'un cercle de cinq cents mètres de rayon.</p>	<p>propriété incorporel et exclusif ne s'étend pas automatiquement à la société mère. L'amendement tel que rédigé de manière imprécise laissera place à la confusion. Ainsi, par exemple deux marques différentes appartenant à deux sociétés distinctes affiliées au même groupe de société ou à la même société mère, peuvent-elles être considérées comme appartenant à la même société mère ? la réponse est bien évidemment négative dans la mesure où les formes sociétaires commerciales confère la personnalité juridique indépendante à chaque entité et exclut toute présomption ou forme de confusion de patrimoine de chaque entité juridique. Ainsi, une marque en tant que droit de propriété incorporel est juridiquement rattaché au seul patrimoine de son titulaire et il n'y a aucun soubassement juridique qui permet de la considéré comme appartenant à une autre entité juridique même société mère du titulaire. Il nous semble qu'il est judicieux de supprimer cette disposition relative à l'assimilation de deux marques différentes appartenant à la même société mère compte tenu des éléments évoqués ci-dessus.</p>	
<p>Article n°13 : Les demandes d'autorisation de création de stations-service ou de stations de remplissage, de transformation d'une station de remplissage en une station-service, ou de changement de marque ou de déplacement d'une station existante sont adressées par les sociétés de distribution, par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposées au bureau d'ordre contre accusé de réception sur support papier et support numérique, et le cas échéant au moyen de dépôt électronique, auprès de l'autorité gouvernementale chargée de l'énergie qui statue compte tenu des besoins du marché, et après une enquête effectuée par la Direction Régionale ou Provinciale concernée, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier complet. La priorité est donnée, selon la date de</p>	<p>S'agissant de l'article 13 du Décret (Recevabilité des demandes). Le délai de traitement des demandes d'autorisation, est ramené de 4 à 2 mois à compter de la date de réception du dossier complet. En ce qui concerne la détermination des pièces devant accompagner les demandes d'autorisations certaines nouvelles pièces demandées laisseraient entendre que la gestion de la Station-service ne pourra plus être confiée à une personne physique [voir les points 4 et 6 du paragraphe a) de l'article 13 du projet de décret]. En outre, la rédaction du point 8 du paragraphe b) du même article est à revoir car il prévoit l'exigence des statuts de la société de gestion en cas de personne physique et le même document en cas de personne morale. Rien n'expliquerait la différence de rédaction entre les cas des SS dans le périmètre urbain et celle en hors urbain en ce qui concerne ce point. Aussi, et dans un souci d'harmonisation de</p>	<p>- L'objectif d'octroyer la gérance des points de vente à des personnes morales est la structuration du secteur pour assurer son organisation et assurer la sa continuité et ainsi le développement socio-économique. -Le point 8 du paragraphe b) est aussi évoqué dans le cas des projets créés dans le périmètre urbain. -L'administration est tenue de répondre dans un délai de 2 mois maximum après réception du dossier complet conformément à la loi 55-19.</p>

<p>réception, aux dossiers accompagnés de tous les documents ci-dessous.</p> <p>Les demandes sont accompagnées, sous peine d'irrecevabilité.</p> <p>a) Pour les stations situées à l'intérieur des zones urbaines :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'un plan de situation au 1/1000 portant indications des rues et des stations déjà existantes ; - D'une copie certifiée conforme de l'autorisation de construire ; - De deux copies certifiées conforme du plan de masse descriptif des installations visé par les services concernés ; - D'une copie certifiée conforme du contrat commercial conclu, entre la société de distribution concernée et la société gérant de la station-service ou de la station de remplissage, le cas échéant ; -D'une copie certifiée conforme du certificat de propriété du terrain ou de tout document justifiant l'acquisition des droits nécessaires pour l'exploitation du terrain devant abriter la station-service ou la station de remplissage ; - D'une copie certifiée conforme des statuts de la société gérant la station. <p>b) Pour les stations situées hors des zones urbaines:</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'une carte régulière à l'échelle de 1/50.000 ou du 1/100.000 ou si la carte régulière à l'échelle n'existe pas, d'une carte de reconnaissance au 1/100.000 portant indications de l'emplacement de la station projetée et des stations déjà existantes dans un rayon de cinquante kilomètres ; 	<p>ce Projet avec la Loi n° 55-19 relative à la simplification des formalités et des procédures administratives, nous proposons de maintenir la disposition suivante : « Le défaut de décision à l'expiration de ce délai équivaut autorisation ».</p>	<p>Le point 8 du paragraphe b) devrait être identique au point 6 du paragraphe a)</p>
--	--	---

<ul style="list-style-type: none"> - D'un plan de situation au 1/2.000 si la station est proche d'un îlot ; -D'une copie certifiée conforme de l'arrêté d'autorisation d'occupation du domaine public délivrée par les services concernés ; - D'une copie certifiée conforme de l'autorisation de construire ; - De deux copies certifiées conforme du plan de masse descriptif des installations visé par les services concernés ; - D'une copie certifiée conforme du contrat commercial conclu, entre la société de distribution concernée et la société gérant de la station- 		
<ul style="list-style-type: none"> service ou de la station de remplissage, le cas échéant ; -D'une copie certifiée conforme du certificat de propriété du terrain ou de tout document justifiant l'acquisition des droits nécessaires pour l'exploitation du terrain devant abriter la station-service ou la station de remplissage ; - D'une copie certifiée conforme des statuts de la société gérant la station. <p>Les demandes de déplacement ou de changement de marque d'une station existante doivent être accompagnées outre les pièces susmentionnées de la main levée de l'une des parties autorisant la deuxième partie, selon le cas, à effectuer ledit déplacement ou ledit changement de marque.</p>		
<p>Article n°14 : Les travaux de construction de la station-service ou de la station remplissage ne peuvent être entamés qu'après l'autorisation de</p>	<p>S'agissant de l'article 14 du Décret (Autorisation de construire) Au vu des difficultés pratiques, l'amendement objet de cet article n'apporte pas d'amélioration dans le</p>	<p>Article 14 : L'amendement de cet article permet de prolonger la durée de</p>

<p>l'autorité gouvernementale chargée de l'énergie prévue dans l'article 13 ci-dessus.</p> <p>Si dans un délai de vingt-quatre (24) mois à compter de la délivrance de l'autorisation visée à l'article 13 ci-dessus, la mise en service de la station n'est pas effective, cette autorisation devient caduque.</p>	<p>processus de création de la Station-service. Il nous semble qu'il serait beaucoup plus pratique de prévoir un processus unique pour l'obtention simultanée des deux autorisations de construire délivrée par les services de l'urbanisme de la Commune et celle de la délégation du Ministère de l'Energie et des Mines ou carrément inverser l'ordre chronologique des autorisations à obtenir pour la création d'une Station-service. L'investisseur subit 2 processus indépendants faisant perdre à ce dernier beaucoup de temps. Il faut éviter les cas où l'investisseur obtient l'autorisation de construire du service d'urbanisme de la Commune et lorsqu'il présente la demande d'autorisation de création de la Station auprès du Ministère de l'Energie et des Mines, on lui refuse l'octroi de l'autorisation. Il convient de prévoir un amendement qui optimise au mieux le processus d'octroi des autorisations de création des Stations-services.</p>	<p>validité de la décision de création du point de vente pour éviter à l'investisseur de répéter le même processus de l'octroi de l'autorisation de création comme le cas actuellement.</p> <p>L'ordre chronologique de l'autorisation de construire et la décision de création du point de vente ne peut pas être inversé car l'autorisation de construire est une pièce maitresse dans la constitution du dossier de la création conformément à l'article 13 du décret 2-72-513 du 7 avril 1973 tel qu'il a été complété et modifié.</p> <p>Le Ministère de l'Energie, des Mines et de l'Environnement ne peut procéder à une enquête ou une visite à un terrain donné sans savoir que le projet rentre dans le champs de ces attributions.</p>
<p>Article n°10-2 : En application des dispositions de l'article 11-2 du dahir portant loi n° 1-72-255 précité, les sociétés gérant des stations-service ou de remplissage doivent détenir à tout moment dans les cuves des stations dont ils assurent la gérance, un stock permanent minimum de chaque produit, ledit stock est fixé par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'énergie.</p> <p>Les agents habilités de l'autorité gouvernementale chargée de l'énergie procèdent au contrôle de la disponibilité des PPL et du GNC au niveau des stations-service ou de remplissage à travers tous moyens appropriés, notamment électroniques.</p>	<p>S'agissant de l'article 10-2 du Décret (Stock minimum des stations-services) En ce qui concerne les nouvelles dispositions régissant le stock minimum à avoir dans les Stations-services dont le responsable est le gestionnaire de la SS, nous constatons que le Projet raisonne dans le sens que le gestionnaire est toujours une société personne morale en utilisant l'expression « les sociétés gestionnaires des stations-services ». Qu'en est-il du cas où le gestionnaire est une personne physique ?</p>	<p>Le terme « Sociétés gérant des stations-service ou de remplissage » peut être remplacé par « gérants des stations-service ou de remplissage »</p>

Les modalités et les conditions dudit contrôle sont fixées par arrêté de l'autorité gouvernementale chargée de l'énergie.

الجامعة الوطنية لتجار وأرباب ومسيري محطات الوقود

الجواب	التعليق	الفصل
<p>بخصوص الملاحظات المتعلقة بالفقرتين الثالثة والرابعة فإن كل التفاصيل سيتم تضمينها في مشاريع قرارات وزارية التي هي في طور الإعداد</p>	<p>بالنسبة للفقرة الثالثة من هذا الفصل التي تتعلق بتحديد مميزات مواد الهيدروكاربور المكررة ووقود الغاز الطبيعي المعروضة للاستهلاك والموضوعة رهن إشارة المستهلك النهائي فإنه يتعين إضافة بعض المقترضات المتعلقة بتحديد مسؤولية كل جهة على كل إخلال بهذه المميزات أو بخرقها وبيان حدود هذا المسؤولية في مواجهة المستهلك سواء تعلق الأمر بالسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة باعتبارها الجهة الوصية على القطاع أو بالنقل أو الموزعين أو أصحاب محطات الخدمة أو محطات التعبئة. بخصوص الفقرة الرابعة من هذا الفصل التي تقضي بتحديد الوسائل التقنية المتعلقة بمراقبة توفر وجود مواد الهيدروكاربور المكررة ووقود الغاز الطبيعي بمستودعات الادخار ومحطات الخدمة ومحطات للتعبئة ومراكز التعبئة فإنه لم تتم الإشارة الى تدابير المراقبة المذكورة وآلياتها وكيفيةها وكذا الإجراءات التي يتعين سلوكها في هذا الشأن ونقترح التفصيل في هذا البند بإضافة فقرة تحدد التدابير المذكورة وتحديد سبل تفعيلها وإجراءاتها بدقة. بالنسبة للفقرة الأخيرة من هذا الفصل التي تنص على انه "يجوز للسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة وحسب تقديرها الخاص ان تفوض على نفقة مقدم الطلب الى واحد او اكثر من الخبراء او الشركات المتخصصة تحديد أو التحقق من القواعد والوسائل التقنية المذكورة أعلاه" الملاحظ على هذه الفقرة انها من جهة لم تحدد أية معايير للسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة لمباشرة هذا الاجراء ولم تبين حالاته كما جعلت النفقات المراقبة على عاتق مقدم الطلب والحال انها هي الجهة المسؤولة على المراقبة وبالتالي يتعين ان تتحمل النفقات الخاصة بها. ومن جهة ثانية يجب ان يكون الخبير او الخبراء الذين يمكن تعيينهم في هذا الإطار محلفين ولم يبين الفصل المذكور طبيعة الشركات المتخصصة والشروط التي يجب مراعاتها من قبلها حتى يطمئن على تقريرها خاصة وانه يتعين ان يتوفر فيها الحياد مما يجعل هذا المعطى يشوبه بعض الغموض</p>	<p>الفصل 4 : يبقى من اختصاص السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة اتخاذ التدابير المتعلقة:</p> <ul style="list-style-type: none"> - بتحديد قواعد السلامة الواجب مراعاتها في تشييد واستغلال المنشآت الخاصة بصناعة تكرير مواد الهيدروكاربور ومعالجة وتعبئة مواد الهيدروكاربور المكررة، وتعبئة وإيداع وتوزيع مواد البترول السائلة وغازات البترول المسيلة ووقود الغاز الطبيعي؛ - بتوقف هذه المنشآت عن العمل؛ - بمميزات مواد الهيدروكاربور المكررة ووقود الغاز الطبيعي المعروضة للاستهلاك والموضوعة رهن إشارة المستهلك النهائي؛ - بالوسائل التقنية المتعلقة بمراقبة توفر وجود مواد الهيدروكاربور المكررة ووقود الغاز الطبيعي بمستودعات الادخار ومحطات الخدمة ومحطات للتعبئة ومراكز التعبئة؛ - بضمان جودة هذه المنتجات خلال جميع مراحل توزيعها. <p>يجوز للسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة وحسب تقديرها الخاص أن تفوض على نفقة مقدم الطلب إلى واحد أو أكثر من الخبراء أو الشركات المتخصصة تحديد أو التحقق من القواعد والوسائل التقنية المذكورة أعلاه</p>
<p>لم يطرأ أي تغيير على كيفية احتساب المسافة بين موقع المشروع والمحطات المجاورة له.</p>	<p>قد تطرح عبارة " وذلك في الحالات التالية" المستعملة في هذا الفصل بعض المشاكل في تحديد المسافة المذكورة وقد تخلق اختلافا في كيفية احتسابها لذلك نقترح إعادة صياغة هذه الفقرة باعتماد عبارة واضحة تسمح باحتساب المسافة بدقة تفاديا لأي اختلاف في التأويل أو التفسير</p>	<p>الفصل 11 :</p>

<p>بالنسبة لشروط إحداث محطات الخدمة أو التعبئة بالمجال الحضري، فبالإضافة إلى التحقق من شرط تواجد المشروع على مسافة أكثر من 500 متر من محطة موجودة يجب توفر الشروط التي تم جردها والتي تم التطرق لها سابقا في القرار الوزاري رقم 491 بتاريخ 18 أكتوبر 1976، الذي يحدد شروط إحداث محطات جديدة داخل المدار الحضري. والمعمول بها منذ سنة 1976.</p> <p>وبالتالي فإن الشروط المضافة تتعلق فقط بالمشاريع المزمع إنشاؤها بالمدار الحضري.</p>	<p>فيما يخص المسافة التي يتعين ان تحترم في المجال الحضري والحالات الأخرى المضافة وعليه نقترح تغيير كلمة " وذلك" بكلمة "وكذا" التي تفيد ان مسافة 500 متر تطبق في المجال الحضري بالإضافة الى الحالات الجديدة المذكورة حتى يكون المعنى واضح. كما أن الملاحظ على هذه الفقرة أنه تم التوسيع من نطاق تطبيق مسافة 500 متر لتشمل مجالات أخرى خارج المجال الحضري من قبيل مناطق جديدة للتعمير مشروع محطة الخدمة او محطة للتعبئة يدخل ضمن مشروع استثماري مندمج و منطقة نقل بها المحطات ومنطقة تتوفر على جميع ضمانات السلامة المطلوبة فيما يتعلق بحماية محيط محطة الخدمة أو محطة التعبئة المزمع إنشاؤها الأمر الذي يجعل تطبيق المقتضى المذكور قائم حتى بالنسبة لهذه الحالات ولو كانت خارج المجال الحضري ونقترح بهذا الخصوص حذف المناطق الجديدة للتعمير وكذا الحالة الأخيرة لعدم وضوحها من تطبيق هذا المقتضى وحصره في الحالات المتبقية. كما نقترح بخصوص المجال القروي تحديد مسافة خمسة كلومتر في حالة تعلق الأمر بالوان أو علامات مختلفة</p>	<p>إن محطات الخدمة الجديدةالسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة أن تكون: أ- داخل المجال الحضري على بعد أكثر من خمسمائة (500) متر، عبر الطريق المعبدة، من محطة الخدمة أو محطة للتعبئة موجودة وذلك في الحالات التالية: - مناطق جديدة للتعمير؛ - مشروع محطة الخدمة أو محطة للتعبئة يدخل ضمن مشروع استثماري مندمج؛ - منطقة نقل بها المحطات؛ - منطقة تتوفر على جميع ضمانات السلامة المطلوبة فيما يتعلق بحماية محيط محطة الخدمة أو محطة التعبئة المزمع إنشاؤها.</p>
		<p>ب- خارج المجال الحضري: على بعد أكثر من عشرين (20) كيلومترا من محطة الخدمة أو محطة للتعبئةتمثل نفس العلامة او علامة اخرى مملوكة لنفس الشركة الام وعلى بعد أكثر البرية. وتعتبر محطة خدمة ثلاث محطات خدمة على الأقل كيلومتريين. وتعتبر محطة للتعبئة ثلاث محطات خدمة أو التعبئة كيلومتريين.</p>
	<p>يتحدث هذا الفصل عن الحالات الاستثنائية للشروط المنصوص عليها في الفصل 11 المتعلق بالمسافة التي يجب أن تفصل بين محطة للخدمة وأخرى سواء في المجال الحضري أو خارج المجال الحضري لكن الملاحظ على هذا الفصل تم حذف نقل محطة الخدمة وتغيير العلامة كما أنه خول للسلطة المختصة ترحيل محطة الخدمة أو محطة التعبئة دون أن يبين شروط هذا الترحيل وحالاته مانحا هذه الأخيرة سلطة واسعة بهذا الشأن وعليه نقترح أساسا إلغاء عملية الترحيل أو على الأقل تحديد حالات الترحيل بدقة بناء على معايير محددة مسبقة تقاديا لأي عرقلة أو تعسف مع ضرورة تحديد مسافة بالنسبة لهذا الاستثناء وجعلها على الأقل نصف المسافة المحددة قانونا (250 متر مثلا في المجال الحضري و 5 كلومتر خارج المجال الحضري). مع ضرورة إجراء دراسة أولية تهم التأثيرات الاقتصادية للمحطة المراد ترحيلها على باقي المحطات المتواجدة مسبقا. من جانب آخر اعطى هذا الفصل سلطة واسعة للسلطة المختصة في تحديد مكان المحطة المنقولة وهو ما يقيد من حرية صاحب محطة الخدمة وقد يترتب على ذلك ضرر بالنسبة له مما يتعين معه جعل هذا القرار رهين بموافقة هذا الأخير</p>	<p>"الفصل 12: لا يمنح الترخيص بالمخالفة المقررة في الفصل الحادي عشر الا إذا قررت السلطات المختصة ترحيل محطة الخدمة او محطة التعبئة. وتبين السلطات مكان المحطة المنقولة. ويجب أن ترفق طلبات النقل، بالإضافة الى الوثائق المشار إليها في الفصل أسفله، بمقرر للسلطة الإدارية المختصة الصادر بتبليغ وجوب نقل محطة الخدمة أو محطة للتعبئة. كما يجب فك جميع أجهزة المحطة المراد ترحيلها قبل مباشرة النقل المرخص به.</p>

	<p>على مكان النقل. مع العلم أن المسطرة المقررة في هذا الفصل تنسب بنوع من التعقيد في الإجراءات قد ترهق كاهل صاحب محطة الخدمة أو محطة التعبئة وبالتالي يتعين مراعاة جانب تبسيط الإجراءات وانسيابها. كما أنه بالنسبة لواقعة فك أجهزة محطة الخدمة المراد ترحيلها قبل مباشرة النقل المرخص به يجب ان تتم معاينتها من قبل السلطات المختصة او بموجب محضر معاينة ينجز بهذا الخصوص. كما أن توقيف حالات الحصول على الترخيص بالمخالفة المقررة على نص تنظيمي من شأنه أن يفرغ الفصل المذكور من محتواه خاصة إذا تم التأخير في إصدار النص التنظيمي وحيداً لو تمت الإشارة إلى حالات الترخيص بالمخالفة بموجب هذا المرسوم مباشرة</p>	<p>وتحدد حالات الحصول على الترخيص بالمخالفة المقررة اعلاه بنص تنظيمي.</p>
<p>الهدف من جعل الطلب مقدم من طرف شركة توزيع المواد البترولية السائلة هو تنظيم القطاع وهيكلته، حيث أن الشركة التي تعتبر صلة وصل بين الإدارة وصاحب المشروع لكنها هي الحاصلة على الإذن - بتوزيع المواد البترولية السائلة والمسؤولة عن توزيع هذه المواد على المحطات.</p> <p>- رفع اليد يضمن حقوق الطرفين و يبين مال المحطة.</p>	<p>يتعلق هذا الفصل بطلبات الترخيص بإحداث محطة الخدمة أو محطة للتعبئة أو تحويل محطة للتعبئة إلى محطة الخدمة أو تغيير علامة محطة موجودة أو نقلها واقتصر على تقديم الطلب بخصوص ذلك على الموزعين وهو ما يجعل وضعية صاحب محطة الخدمة أو التعبئة صعبة الذي لم تمنح إليه هذه الصلاحية رغم أنه هو المعني المباشر بها خاصة إذا رفض الموزع تقديم هذا الطلب الذي قد يستغل الوضع المهيمن مما يكرس التبعية الاقتصادية والقانونية لمحطة الخدمة، وبالتالي نقترح تعديل هذا الفصل وذلك بتحويل صاحب محطة الخدمة أو محطة للتعبئة مكنة تقديم طلب الترخيص بإحداث المحطة المذكورة أو تحويلها أو تغيير علامة محطة موجودة أو نقلها. كما نقترح استثناء حالة تغيير علامة موجودة من إجراء بحث مسبق الذي تباشره المديرية الجهوية أو الإقليمية المعنية لعدم جدواه وعدم وجود اية ضرورة لذلك واقتصره على الحالات الأخرى المشار إليها. بخصوص الإدلاء بنسخة من أصل العقد التجاري المبرم بين شركة التوزيع المعنية وشركة تسيير محطة الخدمة أو محطة للتعبئة فإن هذا الشرط يجعل صاحب محطة الخدمة في مركز ضعيف أثناء مفاوضاتها مع الموزع الذي قد يلزمه بالعقد رغم أنه يتضمن شروط مجحفة في حقه ولا يخوله ذلك التفاوض أو التعاقد مع موزع آخر بشروط تفضيلية مما نقترح معه اعفاء صاحب محطة الخدمة من الإدلاء بهذا العقد والاكتفاء باتفاق من حيث المبدأ. بالنسبة للفقرة الأخيرة من هذا الفصل التي تنص على أنه "يجب أن يتضمن ملف طلب الترخيص في حالة نقل أو تغيير علامة محطة الخدمة أو محطة للتعبئة رفع من أحد الطرفين يسمح من خلاله للطرف الآخر حسب الحالة مباشرة النقل أو التغيير المذكور" فإن جعل النقل أو التغيير متوقف على الإدلاء برفع اليد يعد قيداً على هذا الامتياز خاصة في حالة رفض الطرف الآخر منح رفع اليد وبالتالي من شأن هذا الشرط أن يعصف بهذا الحق ولذلك نقترح حذف هذه الفقرة والاقتصر على الوثائق السابقة، خاصة وأن مطلب حذف "رفع اليد" يعد من المطالب الأساسية للجامعة الوطنية وسيحرر القطاع من الهيمنة والاحتكار الذي تمارسه بعض الشركات الموزعة. كما أن رفع اليد يجب أن يتم بطريقة تلقائية وتعطى الرخص في اسم المستثمر إذا استوفى جميع الشروط لا أن تعطى للشركة مع منحه أجلاً كافياً من أجل التعاقد مع شركة موزعة أخرى -شهرين أو ثلاثة أشهر- تحت طائلة سحب الرخصة أما إذا انتهى أجل العقد فتبقى الرخصة سارية المفعول مع منحه أجلاً من أجل القيام بالتغيير المرغوب. كما يتعين التنصيص على أن عمليات رفع اليد في حالة انتهاء العقد لا يجب أن تطلب في حالة تغيير اللون لأن ذلك يشكل انحيازاً للشركات</p>	<p>الفصل 13: إن طلبات الترخيص بإحداث محطة الخدمة أو محطة للتعبئة أو تحويل محطة للتعبئة إلى محطة الخدمة أو تغيير علامة محطة موجودة أو نقلها توجه من طرف الموزعين في رسالة مضمونة مع الإعلام بالتسلم أو تودع مقابل إقرار بالاستلام، بواسطة حامل ورقي وحامل رقمي، وعند الاقتضاء، عبر الوسائل الإلكترونية، إلى السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة التي تبث فيها باعتبار حاجات السوق بعد بحث تجريه المديرية الجهوية أو الإقليمية المعنية في أجل شهرين يبتدئ من تاريخ تلقي الملف الكامل وتعطى الاسبقية للملفات المستوفية للوثائق المشار إليها أسفله حسب تاريخ تلقيها كاملة.</p> <p>ويجب أن تكون الطلبات مشفوعة بما يلي وإلا اعتبرت غير مقبولة:</p> <p>أ) فيما يخص المحطات الواقعة داخل المجال الحضري:</p> <ul style="list-style-type: none"> - تصميم الموجودة؛ - نسخة مشهود بمطابقتها لأصل رخصة البناء؛ - نسختين مشهود بمطابقتها لأصل تصميم الكتلة يتضمن أوصاف المنشآت، مؤشر عليه من طرف المصالح المختصة؛ - نسخة مشهود بمطابقتها لأصل العقد التجاري المبرم، بين شركة "التوزيع المعنية وشركة تسيير محطة الخدمة أو محطة للتعبئة، عند الاقتضاء؛ - نسخة مشهود بمطابقتها لأصل الرسم العقاري أو أي وثيقة تثبت حيازة جميع الحقوق الضرورية لاستغلال الأرض المخصصة لإنجاز المحطة؛ - النظام الأساسي لشركة تسيير المحطة.

		<p>(ب) فيما يخص المحطات الواقعة خارج المجال الحضري:</p> <ul style="list-style-type: none"> - خريطة رسمية من مقياس 1/50.000 تتضمنخمسين كيلومترا؛ - تصميم للموقع من مقياس 1/2000 إذا كانت المحطة قريبة من مجموعة محطات؛ - نسخة مشهود بمطابقتها لقرار الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العمومي مسلمة من طرف المصالح المختصة؛ - نسخة مشهود بمطابقتها لأصل رخصة البناء؛ - نسختين مشهود بمطابقتها لأصل تصميم الكتلة يتضمن اوصاف المنشآت، مؤشر عليه من طرف المصالح المختصة؛ - نسخة مشهود بمطابقتها لأصل العقد التجاري المبرم، بين شركة "التوزيع المعنية وشركة تسيير محطة الخدمة أو محطة التعبئة، عند الاقتضاء؛
		<ul style="list-style-type: none"> - نسخة مشهود بمطابقتها لأصل الرسم العقاري أو أي وثيقة تثبت حيازة جميع الحقوق الضرورية لاستغلال الارض المخصصة لإنجاز المحطة؛ - يكون طلب الترخيص مشفوعا، علاوة على الوثائق المذكورة، بالنظام الأساسي لشركة تسيير محطة الخدمة أو محطة التعبئة إذا كان شخصا ذاتيا أو النظام الأساسي للشركة إذا كان شخصا معنويا. <p>يجب أن يتضمن ملف طلب الترخيص في حالة نقل أو تغيير علامة محطة الخدمة أو محطة للتعبئة رفع اليد من أحد الطرفين يسمح من خلاله للطرف الآخر، حسب الحالة، مباشرة النقل أو التغيير المذكور.</p>
<p>مقترح ثمنه الجامعة.</p>	<p>تم بمقتضى هذا الفصل تحديد مدة سريان الشروع في أشغال البناء وتحديد مدة الرخصة في أجل 24 شهرا وهو المقترح الذي سبق للجامعة الوطنية لأرباب وتجار ومسيري محطات الوقود بالمغرب ان تقدمت به وبالتالي نتمن هذا المعطى في انتظار الاخذ بباقي المقترحات الأخرى المشار إليها في هذه المذكرة والتي من شأنها أن تجود المرسوم وتساهم في تحقيق نوع من التوازن بين جميع القطاعات المتدخله في هذا المجال.</p>	<p>الفصل 14:</p> <p>لا يمكن بدء أشغال بناء محطة الخدمة أو محطة للتعبئة إلا بعد الحصول على ترخيص الإحداث من السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة المنصوص عليها في الفصل 13 أعلاه.</p> <p>تعتبر الرخصة لاغية إذا لم يشرع عمليا في استخدام المحطة في أجل أقصاه أربعة وعشرين (24) شهرا يبتدىء من أعلاه</p>

<p>الوزارة بصدد اعداد مشروع متعلق بوسم (traçabilité) المنتجات البترولية وارساء نضام يحدد مسؤولية كل جهة متدخلة في توزيع المواد البترولية السائلة.</p>	<p>إضافة عبارة الإدلاء بالشهادة المسلمة من طرف شركة توزيع مواد البترول " عند الاقتضاء " إضافة شهادة تثبت درجة حرارة شحن المنتجات المنقولة مسلمة من قبل المرسل. نقترح إعطاء الامكانية لصاحب محطة الخدمة أو محطة التعبئة باعتماد جهاز تقني لتحديد مسار النقل وتتبع الطريق الذي يسلكه من أجل ضمان جودة المنتج وتفادي التأخير في وصوله داخل الأجل المحدد. ونقترح أيضا إضافة عداد يسمح بمعرفة دقيقة بالكمية المسلمة لمحطة الخدمة ترسيخا للثقة والشفافية بين المتعاملين ودرءا لكل تلاعب في الكمية وإعادة بيعها خارج المحطة</p>	<p>الفصل 10.1: طبقا لأحكام الفصل 9.1 من الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.72.255 المشار إليه أعلاه، تحدد قائمة الوثائق التي يجب على سائق وسيلة النقل التوفر عليها كما يلي:</p> <ul style="list-style-type: none"> - شهادة مسلمة، منذ أقل من ثلاثة أشهر، من طرف شركة توزيع مواد البترول السائلة أو وقود الغاز الطبيعي أو هما معا أو مركز التعبئة، تثبت العلاقة التعاقدية بين الناقل والشركة أو مركز التعبئة؛ - سند التسليم يبين مستودع الشحن وخزان نقطة الشحن وطبيعة المواد المنقولة والكمية المنقولة وهوية المرسل إليه ومكان التسليم. - عقد النقل المبرم بين شركة توزيع مواد البترول السائلة أو وقود الغاز الطبيعي أو هما معا أو مركز التعبئة والناقل المعتمد من طرف المصالح المختصة وتحدد مسؤولية الناقل فيما يتعلق بمطابقة مواصفات مواد الهيدروكربور المكررة ووقود الغاز الطبيعي للمميزات المحددة بالقوانين الجاري بها العمل؛ - شهادة تثبت من خلالها أن الصهريج المستعمل للنقل قد خضع للفحوصات والمراقبة المحددة بالقوانين الجاري بها العمل.
<p>سيتم تحديد مستوى المخزون الدائم بتشاور مع جميع المتدخلين. وسيحدد هذا مستوى المخزون بنص تنظيمي.</p>	<p>تم بمقتضى هذا الفصل جعل تحديد الحد الأدنى للمخزون الاحتياطي الذي يجب ان تتوفر عليه الشركات المسيرة لمحطات الخدمة او محطات التعبئة بناء على قرار السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة ونقترح بهذا الخصوص اعتبار الحد الأدنى المذكور وتحديده بتشاور مع المهنيين حتى لا يتم حرمانهم من المبالغ التي قد تستثمر في هذا التخزين دون تقييد ذلك بقرار السلطة الحكومية الذي قد تطول مدة إصداره مع جعل استثناء على هذا المقتضى وذلك بالإعفاء من التوفر على المخزون في الحالات التالية:- القوة القاهرة خصوصا الاضراب، التوقف المؤقت للنشاط، صعوبات مالية و مادية، الاستهلاك المفرط بسبب كثرة الطلب؛ - خطأ الغير مثل التأخير في التسليم أو عدم التسليم من طرف شركة التوزيع، أو في حالة خطأ الناقل؛ كما نقترح بخصوص الحد الأدنى من المخزون أن يتم وضع معايير معينة لتعويض صاحب محطات الخدمة أو محطات التعبئة على النسبة المحددة على اعتبار أنهم يحرمون من الاستفادة من الأموال المخصصة لهذا المخزن ويجب أحداث لجنة خاصة لتحديد التعويض المذكور مع الإشارة إلى أن ذلك يتم تحديده بموجب نص تنظيمي لا قرار السلطة الحكومية</p>	<p>الفصل 10.2: طبقا لأحكام الفصل 11.2 من الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.72.255 المشار إليه أعلاه، يجب على الشركات المسيرة لمحطات الخدمة أو محطات التعبئة أن يتوفروا، في أي حين داخل خزانات المحطات التي يسيرونها، على حد أدنى من مخزون دائم لكل مادة. يحدد الحد الأدنى لهذا المخزون بقرار للسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة.</p> <p>تتم عملية مراقبة توفر المواد البترولية السائلة أو وقود الغاز الطبيعي أو هما معا، على مستوى محطات الخدمة أو محطات التعبئة باستعمال الوسائل المتاحة خصوصا الالكترونية، من طرف الأعوان المؤهلين التابعين للسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة وفق الشروط والكيفيات المحددة بقرار للسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة.</p>
<p>بخصوص هذه الملاحظات فإنها ستكون موضوع دفتر تحملات</p>	<p>نفس الملاحظة السابقة تنطبق على هذا الفصل بالنسبة لتحديد التزامات موزعي ومسيري المحطات الخدمة ومحطات التعبئة فيما يتعلق بتوفر وجودة المواد البترولية السائلة وفق دفتر التحملات مصادق عليه من قبل السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة إذ يتعين تحديد ذلك بموجب</p>	<p>الفصل 10.3: طبقا لأحكام الفصلين 20.1 و 20.3 من الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.72.255 المشار إليه أعلاه، تحدد التزامات موزعي ومسيري محطات الخدمة ومحطات التعبئة فيما</p>

<p>مصادق عليه بقرار وزاري الذي هو في طور الإعداد.</p>	<p>هذا المرسوم حتى يتسنى لكل طرف متدخل التزاماته ومسئولياته وحدودها. مع ضرورة التنصيص على الحاويات المرصصة ترفع مسؤولية محطة الخدمة من جودة المواد البترولية</p>	<p>يتعلق بتوفر وجودة المواد البترولية السائلة ووقود الغاز الطبيعي وفق دفتر التحملات يصادق عليه بقرار للسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة.</p>
<p>هذه التفاصيل سيتم التطرق لها في مشروع قرار وزاري التي الذي هي في طور الإعداد.</p>	<p>نفس الملاحظة كذلك بخصوص هذا الفصل الذي جعل تنظيم وكيفيات مراقبة مواد الهيدروكربور المكررة ووقود الغاز الطبيعي متوقف على قرار السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة. ونقترح إضافة إلى ذلك منح المكنة لصاحب محطة الخدمة او محطة التعبئة بإجراء فحص على جودة المنتج والمواد وإجراء تحاليل عليها ضمانا لحقه في الدفاع؛ مع جعل مسطرة أخذ العينات واضحة ووفق شروط محددة من قبل لجنة متخصصة وتحديد أجل معقول حتى لا يشوبها التلف) يتم تحديد الأجل من طرف الخبراء وذلك باللجوء إلى العلم ومعايير علمية دقيقة) ولذلك يجب التنصيص على أنه في حالة اخذ العينات من قبل اللجنة المختصة أن يتم ذلك داخل أجل محدد حتى تبقى العينات على حالتها من أجل وفي حالة تجاوز ذلك الاجل يعفى صاحب محطة الخدمة من المسؤولية. التنصيص على وسائل الطعن المخولة لصاحب محطة الخدمة او محطة التعبئة في حالة اعتبار السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة انه لم يحترم جودة المواد وتمكينه من الحق في التظلم أو إجراء خبرة مضادة. اعتماد وسائل تقنية من أجل مراقبة جودة المواد من قبل مهنيين قبل تسليم صاحب محطة الخدمة او محطة التعبئة لها وإل اءفاءه من المسؤولية. التنصيص على ان التحقق من اختتام مقصورات الشاحنات صهاريج وخزانات محطات الخدمة او محطات التعبئة تعفي مسير المحطة من المسؤولية طالما انه لا يمكنه التحقق في هذه الحالة من جودة المنتج؛ وأن الحاويات المرصصة والمختومة تعد بمثابة إثبات أن التفريغ تم من قبل الموزع وبعد الانتهاء ختم وترصيص الحاويات وأنه هو من يتحمل جودة المنتج وملابته مع المعايير الموضوعية. مع ضرورة التأكيد على أن مسؤولية مسير المحطات تنتهي عند الترصيص دون أن تتجاوز ذلك لتحمل المسؤولية عن بعض افعال التي قد يقوم بها الاغيار خاصة الموزعين أو الناقل. كما نقترح بهذا الشأن ضرورة استثمار الوزارة الوصية على القطاع في الترصيص وكذا شركة المحروقات</p>	<p>الفصل 10.4: تطبيقاً لأحكام الفصل 1-11 من الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.72.255 السالف الذكر، تتم عملية مراقبة جودة مواد الهيدروكربور المكررة ووقود الغاز الطبيعي وفقاً للأساليب والتقنيات المعمول بها، ولا سيما من خلال:</p> <ul style="list-style-type: none"> - أخذ عينات هذه المواد؛ - تحليل العينات من طرف المختبرات؛ - التحقق من أختام مقصورات الشاحنات صهاريج وخزانات محطات الخدمة أو محطات التعبئة. <p>يحدد تنظيم وكيفيات مراقبة مواد الهيدروكربور المكررة ووقود الغاز الطبيعي بقرار للسلطة الحكومية المكلفة بالطاقة.</p>
<p>هذه التفاصيل سيتم التطرق لها في مشروع قرار وزاري التي الذي هي في طور الإعداد.</p>	<p>نص هذا الفصل على أنه" تتخذ السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة جميع التدبير اللازمة لوضع نظام للتبع والوسم من أجل مراقبة توفر وجودة مواد الهيدروكربور المكررة ووقود الغاز الطبيعي إلا أنه جعل تحديد الكيفيات الإدارية والمالية والتقنية وكذا شروط وضع النظام المذكور متوقف على قرار السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة وبالتالي فإن كان هذا من بين المقترحات التي سبق للجامعة الوطنية لأرباب وتجار ومسيري محطات الوقود بالمغرب تقديمها وتتمن الأخذ بهذا المقترح فإن تقييد ذلك بقرار السلطة الحكومية يؤثر على هذه الاجراءات ويعرقل تفعيلها ونتمنى ان يتم التنصيص عليها ضمن هذا المرسوم. كما تقترح الجامعة الوطنية تحويل محطات الخدمة نظام التتبع الذي يوفره الموزع ضمانا لمراقبة وجودة وكمية مادة الهيدروكربور المسلمة للمحطة وتفاديا للغش فيها أو تلاعب بها من قبل الناقل.</p>	<p>الفصل 10.7: تتخذ السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة جميع التدابير اللازمة لوضع نظام للتتبع والوسم من أجل مراقبة توفر وجودة مواد الهيدروكربور المكررة ووقود الغاز الطبيعي، تحدد الكيفيات الإدارية والمالية والتقنية وكذا شروط وضع النظام المذكور بقرار السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة.</p> <p>يجب على موزعي هذه المواد أن يتوفروا على مساطر أو أنظمة تضمن تتبع توفر وجودة هذه المواد. ويتوجب عليهم وضع رهن إشارة السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة جميع المعلومات اللازمة لتشغيل نظام التتبع المذكور أعلاه.</p>

Article	Commentaire	Réponse
<p>ARTICLE 11 : Les nouvelles stations-service ou stations de remplissage créées postérieurement à la publication de la présente réglementation, devront se trouver, sauf dérogation de l'autorité gouvernementale chargée de l'énergie :</p> <p>a) à l'intérieur des zones urbaines, à plus de 500 mètres par voie routière d'une station-service ou station de remplissage déjà existante, dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nouvelles zones d'urbanisation ; - Projet de station-service ou station de remplissage faisant partie d'un projet d'équipement intégré ; - Zone marquant une insuffisance de stations ; - Zone où la station-service ou de remplissage projetée devra présenter toutes les garanties de sécurité requises en ce qui concerne la protection de son voisinage. <p>b) hors des zones urbaines : à plus de 20 kilomètres d'une station-service ou station de remplissage déjà existante de la même marque ou de marque différente appartenant à 100% à la même société mère et à plus de deux kilomètres de la station la plus proche d'un îlot de stations ; ces distances sont comptées suivant les voies de communications routières.</p> <p>Pour une demande de création d'une station-service, est considéré comme îlot de stations, un ensemble de trois stations-service au moins, groupées à l'intérieur d'un cercle de cinq cents mètres de rayon.</p> <p>Pour une demande de création d'une station de remplissage, est considéré comme îlot de stations, un ensemble de trois stations-service ou de remplissage au moins, groupées à l'intérieur d'un cercle de cinq cents mètres de rayon.</p>	<p>(Bonjour) pour faire jouer pleinement la concurrence il serait souhaitable de distancier deux stations de même enseigne d'une distance de 2 000 m en milieu urbain au lieu des 500 m préconisé. Cela empêcherait une enseigne d'avoir le monopole sur une zone donnée et permettrait ainsi aux 20 autres enseignes de rivaliser sur les offres et services en se plaçant dans cet intervalle des 2000 m</p> <p>Remerciements et Salutations.</p>	<p>Cette proposition ne s'aligne pas avec les orientations stratégiques du ministère qui vise l'élimination progressive des distances afin de garantir la libre concurrence dans ce secteur.</p>

Article	Commentaire	Réponse
<p>Article n°13 : Les demandes d'autorisation de création de stations-service ou de stations de remplissage, de transformation d'une station de remplissage en une station-service, ou de changement de marque ou de déplacement d'une station existante sont adressées par les sociétés de distribution, par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposées au bureau d'ordre contre accusé de réception sur support papier et support numérique, et le cas échéant au moyen de dépôt électronique, auprès de l'autorité gouvernementale chargée de l'énergie qui statue compte tenu des besoins du marché, et après une enquête effectuée par la Direction Régionale ou Provinciale concernée, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier complet. La priorité est donnée, selon la date de réception, aux dossiers accompagnés de tous les documents ci-dessous.</p> <p>Les demandes sont accompagnées, sous peine d'irrecevabilité.</p> <p>a) Pour les stations situées à l'intérieur des zones urbaines :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'un plan de situation au 1/1000 portant indications des rues et des stations déjà existantes ; - D'une copie certifiée conforme de l'autorisation de construire ; - De deux copies certifiées conforme du plan de masse descriptif des installations visé par les services concernés ; - D'une copie certifiée conforme du contrat commercial conclu, entre la 	<p>يتكون أغلب الملفات على عدد كبير من " نسخ مشهود مطابقتها للأصل" ففي إطار تطبيق المرسوم رقم 2.17.410 الصادر في 29 من ذي الحجة 1438 (20 شتنبر 2017) بتحديد كفايات الإسهاد على مطابقة نسخ الوثائق لأصولها هل يمكن التقليل منها و جعلها نسخ مع تمكين الإدارة من الاطلاع على الأصول.</p>	<p>في مقتضيات مشروع هذا المرسوم، سيتم الأخذ بعين الاعتبار مضامين القانون 55-19 وكذا نصوصه التطبيقية.</p>

<p>société de distribution concernée et la société gérant de la station-service ou de la station de remplissage, le cas échéant ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -D'une copie certifiée conforme du certificat de propriété du terrain ou de tout document justifiant l'acquisition des droits nécessaires pour l'exploitation du terrain devant abriter la station-service ou la station de remplissage ; - D'une copie certifiée conforme des statuts de la société gérant la station. 		
<p>b) Pour les stations situées hors des zones urbaines :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'une carte régulière à l'échelle de 1/50.000 ou du 1/100.000 ou si la carte régulière à l'échelle n'existe pas, d'une carte de reconnaissance au 1/100.000 portant indications de l'emplacement de la station projetée et des stations déjà existantes dans un rayon de cinquante kilomètres ; - D'un plan de situation au 1/2.000 si la station est proche d'un îlot ; -D'une copie certifiée conforme de l'arrêté d'autorisation d'occupation du domaine public délivrée par les services concernés ; - D'une copie certifiée conforme de l'autorisation de construire ; - De deux copies certifiées conforme du plan de masse descriptif des installations visé par les services concernés ; - D'une copie certifiée conforme du contrat commercial conclu, entre la société de distribution concernée et la société gérant de la station- 		

<p>service ou de la station de remplissage, le cas échéant ;</p> <ul style="list-style-type: none">-D'une copie certifiée conforme du certificat de propriété du terrain ou de tout document justifiant l'acquisition des droits nécessaires pour l'exploitation du terrain devant abriter la station-service ou la station de remplissage ;- D'une copie certifiée conforme des statuts de la société gérant la station.		
<p>Les demandes de déplacement ou de changement de marque d'une station existante doivent être accompagnées outre les pièces susmentionnées de la main levée de l'une des parties autorisant la deuxième partie, selon le cas, à effectuer ledit déplacement ou ledit changement de marque.</p>		